

AGIR



L'EPER exige une aide sociale équitable

Ukraine

Aide d'urgence pour les victimes de la guerre

Niger

Le moringa, une plante miracle, aide à lutter contre la faim



EPER
Pain pour le prochain.

- 3 À LA UNE
4 PROJET SOUS LA LOUPE

6 DOSSIER

Une réalité pour beaucoup, souvent invisible

La pandémie n'a pas mis tout le monde à égalité. Bien au contraire, elle a révélé les inégalités existantes et les a encore renforcées. En Suisse aussi.

- 15 BONNES NOUVELLES
16 PROJET SOUS LA LOUPE
Niger : superaliment aux nombreuses vertus
20 EN TRANSITION
21 EN BREF

Chères lectrices, chers lecteurs,

La date du 24 février 2022 marque le début d'une nouvelle ère, et pas seulement pour l'Europe, qui a eu son lot de conflits violents par le passé. Depuis le lancement de l'attaque russe en Ukraine, l'ordre mondial déjà fragile est soumis à une nouvelle épreuve de taille. Ce qui semblait impensable depuis des décennies – une troisième guerre mondiale, une escalade nucléaire – redevient tout à coup une menace réelle. Cette situation suscite de la peur et de l'impuissance.

Ce sentiment d'être soumis aux intérêts et aux fantasmes de pouvoir destructeurs de quelques personnes, nous devons y faire face avec courage – en envoyant un signal fort d'humanité, de solidarité et de soutien envers les victimes, principalement des civil·e·s, de cette guerre absurde, dont tout le monde ressortira sans doute perdant. Ces dernières semaines, d'innombrables personnes, notamment en Suisse, ont envoyé ce signal précieux et porteur d'espoir. L'EPER se considère comme membre de cette société civile solidaire. En collaboration avec ses Eglises partenaires et les organisations d'entraide locales, elle contribue donc à atténuer la détresse humanitaire en Ukraine et dans les pays frontaliers, mais aussi ici en Suisse, par exemple dans les centres fédéraux pour requérant·e·s d'asile à Altstätten et à Bâle. Vous trouverez plus d'informations à ce sujet aux pages 4 et 5 de ce magazine.

Outre la guerre en Ukraine, nous risquons de refouler d'autres foyers de crise de notre conscience, notamment la pandémie de coronavirus, qui affecte encore largement notre quotidien. Face au COVID-19, bon nombre de personnes socialement défavorisées en Suisse, que l'on remarquait à peine ou qui étaient absentes de la scène publique, se sont retrouvées dans une situation financière critique. Le dossier sur notre campagne suisse annuelle (pages 6 – 14) est consacré à leur situation précaire.

Je vous remercie de tout cœur pour votre soutien et pour l'attention que vous porterez à ces articles.

Impressum

Le magazine de l'Entraide protestante suisse paraît 4 fois par année *Tirage édition française* 20 000
Rédaction Daniel Tillmanns Rédaction photos Julie Lovens Traductions EPER Correction Nathalie Hellen
Mise en page Agence Crafft, Zurich Impression Imprimerie Stämpfli, Berne Papier Nautilus superwhite FSC Abonnement CHF 10.-/an déduit une fois par an de votre don Adresse Chemin de Bérée 4A, case postale 536, 1001 Lausanne +41 21 613 40 70 info@eper.ch Compte pour les dons EPER Entraide protestante suisse CP 10-1390-5



Peter Merz
Directeur



Des millions de personnes en fuite

La Russie poursuit avec toujours autant de violence l'invasion militaire de l'Ukraine. La population civile est prise pour cible. Des millions de personnes sont toujours en zone de guerre, où elles tentent de survivre, tandis que plus de trois millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens ont déjà fui vers les pays voisins. L'EPER a démarré une aide humanitaire d'un montant de deux millions de francs afin de soutenir les victimes des conflits. L'organisation fournit une aide en Ukraine, mais aussi dans les pays voisins : la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la République tchèque. Dans tous ces pays, des projets d'aide d'urgence ont été mis sur pied en collaboration avec les organisations et les Eglises partenaires de l'EPER.

En Suisse aussi, l'EPER soutient les personnes venues d'Ukraine. La première

étape consiste à leur trouver un hébergement sûr. Pour ce faire, l'EPER travaille en étroite collaboration avec les autorités fédérales, les cantons et d'autres œuvres d'entraide, sous la coordination de l'Organisation suisse d'aide aux réfugié-e-s (OSAR). Les personnes qui arrivent en Suisse doivent d'abord s'annoncer dans un centre fédéral pour requérant-e-s d'asile (CFA), où elles obtiennent des informations ainsi qu'un hébergement. Depuis mars, l'EPER est chargée de mettre en relation les réfugié-e-s avec les familles d'accueil en Suisse orientale et à Bâle.

Texte Bettina Filacanova

Photo András D. Hajdú / EPER



Vous trouverez plus d'informations sur :
eper.ch/aide-urgence-ukraine

La population ukrainienne et les réfugié-e-s ont toujours besoin de notre soutien. Merci pour votre aide.
 Compte pour les dons : CP 10-1390-5 avec la mention « Aide d'urgence conflit en Ukraine »

Tant de questions sans réponses

Présente de longue date en Roumanie, l'EPER s'active à quatre emplacements de la frontière où transitent, chaque jour, des milliers de réfugié·e·s ukrainien·ne·s. Une première aide primordiale pour reprendre son souffle.

Alex a trouvé refuge pour 24 heures dans une tente chauffée avec trois lits à la frontière de Siret, au nord-est de la Roumanie. Pour elle et son bébé de sept mois, le voyage depuis Kiev a été éprouvant : « La gare de Chernivtzy, en Ukraine, était bondée et tout le monde se bousculait sans égard pour mon fils. » Par chance, le contrôleur du train lui a fait une petite place dans sa cabine, car il n'y avait aucune courtoisie, même pour les femmes enceintes !

Elle est très reconnaissante de pouvoir se reposer au chaud et de se ravitailler avant de prendre son bus pour l'Allemagne. « Avec toutes les affaires que je devais transporter pour mon petit, je n'ai rien d'autre que les habits que je porte sur moi. Je vais devoir tout racheter ! » Elle n'a aucune nouvelle de son mari quitté il y a cinq jours. Demain, elle sera en Belgique, chez sa sœur. Mais elle espère rentrer chez elle dans trois mois.

Cette fuite loin des bombes, c'est celle de millions de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Pour certains, comme Alex, il y a une destination en vue. Pour d'autres, c'est l'inconnu. Tania, sa mère et sa fille de trois ans ont fui Kiev il y a trois jours et ne savent où aller. L'aide de l'EPER et de ses associations partenaires est alors primordiale. Elles ont besoin de soins, mais aussi d'informations dans leur langue. Où vont-elles aller ? Que va-t-il advenir d'elles ? Comment garder le moral ? Ce n'est que le début d'une longue épreuve.



Tania ne peut retenir ses larmes : « Je n'ai aucune idée quel sera mon avenir et je ne sais pas si je pourrai rentrer un jour. Mais l'essentiel est là. Nous sommes en sécurité, loin des bombes. »



Pendant sa fuite d'Ukraine, Alex craignait constamment que son fils de sept mois se fasse écraser.

« Bienvenue! »

En Suisse, autorités, œuvres d'entraide et particuliers soutiennent ensemble les réfugié·e·s venant d'Ukraine. L'EPER apporte son aide sous la forme de conseils juridiques et coordonne le placement dans les familles d'accueil.

Depuis le 12 mars 2022, les réfugié·e·s ukrainien·ne·s peuvent demander le statut de protection S auprès d'un centre fédéral pour requérant·e·s d'asile (CFA) et obtenir, si nécessaire, une place dans une famille d'accueil. C'est le cas notamment dans le CFA d'Altstätten (SG), où l'équipe du Siège de l'EPER en Suisse orientale a assuré un service permanent ces dernières semaines. Le témoignage de la responsable du siège Gabriela Alfan nous donne un aperçu des nombreux défis à relever.

« Lorsque je suis arrivée au CFA le 12 mars 2022 à 8 heures, des Ukrainien·ne·s attendaient déjà devant la porte, la plupart avec leur famille d'accueil, afin de s'inscrire pour obtenir le statut de protection S. Les réfugié·e·s comme les familles avaient beaucoup de questions : « Nos enfants peuvent-ils aller à l'école en Suisse ? », « Comment cela se passe-t-il avec la caisse d'assurance maladie ? » ou encore, « Mes hôtes ukrainiens recevront-ils de l'argent tant qu'ils ne pourront pas travailler, ou dois-je moi-même, en tant que famille d'accueil, subvenir entièrement à leurs besoins ? ».

Les personnes en quête de protection sont d'abord invitées à passer un entretien individuel, au cours duquel elles peuvent spécifier leur situation personnelle et leurs besoins. Leurs histoires m'ont émue et attristée. À l'inverse, les premiers contacts avec les familles d'accueil ont été source de beaucoup de joie. Imaginez : un·e parfait·e inconnu·e de l'EPER vous appelle et vous demande de loger de parfait·e·s inconnu·e·s en provenance d'Ukraine ! La majorité des familles ont accepté. Une mère et son fils de sept ans ont été accueillis par une famille avec

un chat. Le soir même, j'ai reçu une photo du petit garçon assis sur le canapé, en train de caresser paisiblement le chat. J'ai été très touchée.

Ce jour-là, 150 personnes ont été enregistrées. Le centre était très bruyant. On se serait cru dans une ruche. Par moments, il devait bien y avoir plus de 250 personnes dans la salle, avec des enfants, des bébés, des poussettes, des chiens... et même un cochon d'Inde !

Après cette intense journée, j'étais triste, mais aussi reconnaissante de l'immense solidarité et du soutien concret que nous avons reçus de toutes parts. Cette intervention exceptionnelle de l'EPER a concrétisé ma conviction qu'ensemble, nous pouvons obtenir de grands

effets avec de petits moyens. J'espère que l'expérience que nous acquérons actuellement avec les réfugié·e·s ukrainien·ne·s contribuera, à moyen terme, à améliorer la situation de l'ensemble des réfugié·e·s en Suisse. »

Texte Enregistré par Andrea Oertli
Photo EPER



Réfugié·e·s et familles d'accueil devant le centre fédéral pour requérants d'asile à Altstätten (SG).

Une réalité pour beaucoup, souvent invisible



INTÉGRATION Nous sommes toutes et tous égaux devant le virus. C'est du moins ce qu'on nous disait au début de la pandémie. Or, nous savons aujourd'hui que ce n'est pas vrai : la pandémie n'a pas mis tout le monde à égalité. Bien au contraire, elle a révélé les inégalités existantes et les a encore renforcées. En Suisse aussi.

Texte Nina Fink / Corina Bosshard Photo Jonathan Heyer



« La crise engendrée par l'épidémie de COVID-19 a agi comme un catalyseur en amenant la précarité inhérente au secteur de l'économie domestique à un niveau dramatique. »

Clotilde Fischer,
responsable du projet Chèques-emploi à l'EPER

Les images dérangeantes, dans un pays riche comme la Suisse, de ces files interminables de personnes venues chercher un sac de denrées alimentaires gratuites, sont pour beaucoup tombées dans l'oubli. Pourtant, les conséquences de la pandémie restent, aujourd'hui encore, une réalité pour de nombreuses personnes. Notamment pour celles avec lesquelles l'EPER travaille dans le cadre de ses programmes en Suisse. Il s'agit principalement de personnes socialement défavorisées, d'individus avec une situation de vie ou une situation professionnelle critique, avec un niveau d'éducation, de langue voire d'intégration faibles et de personnes issues de la migration. Ces personnes, qui vivaient déjà dans des conditions difficiles avant la pandémie, ont vu leur situation empirer.

Les résultats de deux sondages de l'EPER viennent corroborer ce constat : un sondage représentatif de la population suisse réalisé en janvier 2022 et un sondage interne des participant·e·s aux programmes mené en novembre 2021.

Des dommages avant tout psychologiques

En Suisse, presque toute la population a été touchée, d'une manière ou d'une autre, par la pandémie. Ainsi, le sondage représentatif réalisé début 2022 révèle que 43 % de la population suisse estime que la pandémie a eu des répercussions négatives sur sa vie, notamment sur sa santé mentale : près d'un tiers de la population affirme que son bien-être psychique a été mis à mal par le COVID-19.

Dans le cadre du sondage interne, 57 % des personnes interrogées ont déclaré que la pandémie avait eu pour elles des répercussions psychiques et financières. Un chiffre de 14 points de pourcentage supérieur à celui du sondage représentatif. Tout comme la population générale, les personnes socialement défavorisées qui participent aux programmes de l'EPER estiment que la pandémie a surtout eu des conséquences sur leur bien-être psychique.

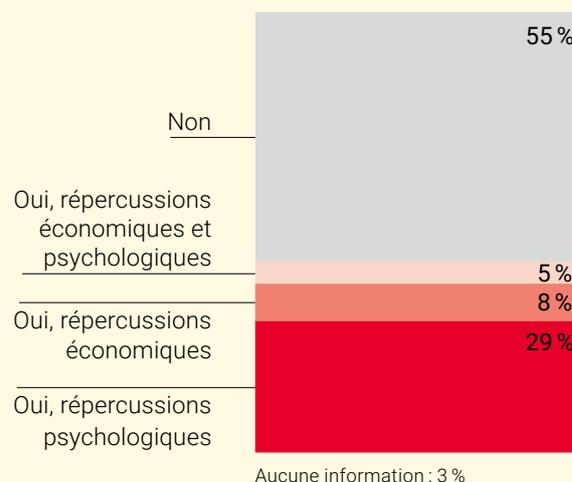
Accroissement des inégalités

Si la population moyenne suisse a principalement souffert du manque de contacts sociaux, des tensions sociétales et familiales provoquées par la pandémie, de la crainte d'une contamination et des règles associées au certificat COVID, les participant·e·s aux programmes mentionnent, outre la disparition des contacts sociaux, des facteurs comme la difficulté à trouver un emploi ou les revenus peu élevés.

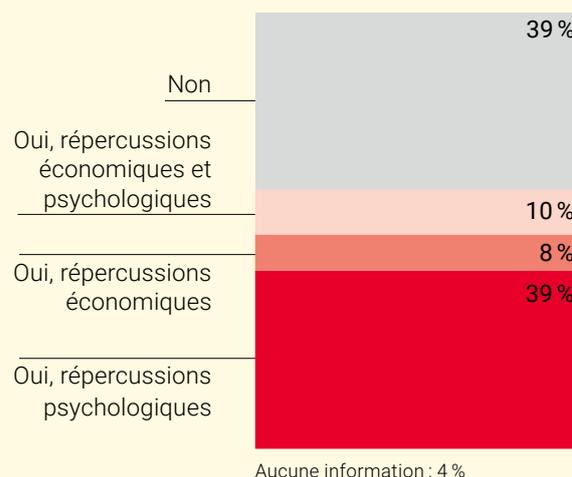
Le fait que la pandémie ait eu des répercussions financières pour les personnes socialement défavorisées ou que ses conséquences sur leur santé mentale soient souvent associées à une situation financière précaire, témoigne d'un accroissement des inégalités en Suisse. C'est pourquoi l'EPER s'engage pour améliorer la sécurité financière de ces personnes et a lancé une pétition pour une aide sociale juste.

Votre état de santé s'est-il dégradé à cause du COVID-19 ?

Population suisse



Participant·e·s aux projets de l'EPER en Suisse



Dans l'angle mort

En outre, la situation des personnes socialement défavorisées était et reste très peu connue du grand public. Le sondage représentatif de la population suisse révèle que ce sont avant tout les jeunes et les groupes fortement représentés dans les médias qui sont perçus comme les principales victimes de la pandémie. En janvier 2022, il s'agissait du personnel soignant, des branches de la restauration et de l'événementiel, des enfants, des personnes âgées et de l'industrie du voyage. Seul un tiers des personnes interrogées citent les individus ayant des conditions d'emploi précaires ou un faible revenu comme principales victimes de la pandémie. Les personnes migrantes

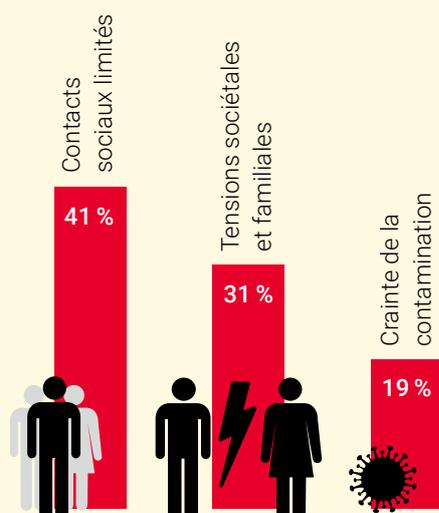
ou réfugiées et les sans-papiers ne figurent qu'en douzième et treizième position. Avec les personnes peu qualifiées ils sont la lanterne rouge dans la liste des personnes touchées par la pandémie, ce qui confirme que leur situation n'est guère connue du grand public.

Pourtant, même si peu de gens en ont conscience, la grande précarité demeure une réalité pour de nombreuses personnes socialement défavorisées. C'est pourquoi l'EPER a décidé de valoriser ces personnes dans le cadre de sa campagne suisse. Nous appelons la population à ouvrir les yeux et à s'engager contre la pauvreté et l'exclusion.

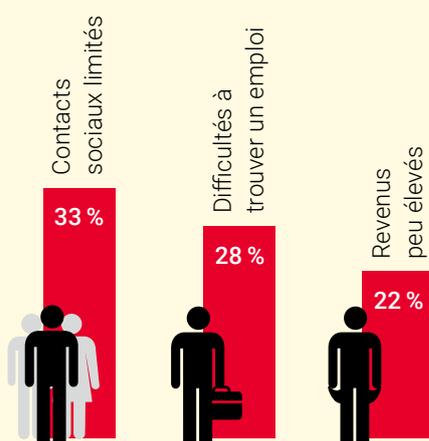
➤ eper.ch/ouvrir-les-yeux

Quels sont les problèmes que vous pose cette pandémie ?

Population suisse



Participant-e-s aux projets de l'EPER en Suisse



Selon la population suisse, qui ont été les principales victimes de la pandémie ?

1. Personnel soignant 53 %
2. Hôtellerie et restauration/ gérant-e-s de clubs/secteur de l'événementiel 49 %
3. Enfants et jeunes 40 %
4. Personnes âgées 37 %
5. Industrie du voyage/tourisme 37 %
6. Artistes/actrices et acteurs du monde de la culture 34 %
7. Personnes à faible revenu 33 %
8. Personnes avec antécédents médicaux 23 %
9. Célibataires/personnes vivant seules 16 %
10. Familles monoparentales 14 %
11. Chômeuses et chômeurs 11 %
12. Sans-papiers 10 %
13. Personnes réfugiées/migrant-e-s 9 %
14. Personnes peu qualifiées 6 %

Les séquelles de la pandémie

Pour beaucoup, la pandémie de COVID-19 a été un grand défi. Nous avons demandé à des participants de nos programmes d'intégration de nous en parler.

Texte Nina Fink et Pascale Kälin Photos Corina Flühmann



Uma Veluppillai, participante au programme d'intégration de l'EPER en Argovie & Soleure. Le programme d'occupation offre de nouvelles perspectives aux chômeurs de longue durée.



Quand Uma entre dans une pièce, elle apporte le soleil avec elle », affirme Regula Rickenbacher, la chargée de programme EPER Visite du Siège d'Argovie/Soleure. Pourtant, le soleil n'a pas toujours brillé pour Umagovri Veluppillai. La quarantenaire a laissé derrière elle une vie marquée par la guerre et l'exil. En 2009, elle s'est réfugiée en Inde pour fuir la guerre au Sri Lanka, mais elle ne pouvait pas rester dans le pays. En 2015, elle a donc cherché protection en Suisse. Ici, ce sont surtout la solitude et la langue qui lui ont donné du fil à retordre. « Je ne parlais plus, je ne pouvais pas dire comment j'allais, ni ce dont j'avais besoin. » À l'époque, elle a commencé à fabriquer de jolies cartes ornées de fleurs multicolores et de papillons. Cela l'a aidée à lutter contre la solitude : « Les papillons sont un symbole de liberté. »

Se construire une nouvelle vie

Umagovri Veluppillai ne s'est pas laissée abattre : elle a appris l'allemand rapidement et a suivi une formation d'animatrice de groupes de jeux. EPER Visite l'a soutenue dans son projet. Au bout de trois ans, elle a terminé sa formation et a commencé à travailler deux matinées par semaine dans un groupe de jeux. Petit à petit, elle s'est construit une nouvelle vie. Elle se rendait régulièrement à des rencontres entre femmes à Aarau. Elle participait également au projet Nouveaux Jardins de l'EPER en tant que bénévole pour aider les personnes réfugiées. « Le lourd bagage que j'avais apporté avec moi en 2015 est soudain devenu plus léger. »

Mise à l'arrêt forcée pendant la pandémie

Mais à peine Umagovri Veluppillai avait-elle fini sa formation que la pandémie de COVID-19 touchait aussi la Suisse. « D'un seul coup, tout ce qui m'aidait à avancer s'est écroulé. Du jour au lendemain, il m'est devenu impossible de travailler, de voir

des gens. Les rencontres entre femmes et les rencontres de groupe d'EPER Visite ont été annulées. Je ne pouvais plus non plus participer aux cours de yoga, qui sont importants pour ma santé », raconte-t-elle. Ne possédant pas d'ordinateur, elle ne pouvait pas suivre le cours d'allemand en ligne. De vieux souvenirs ont refait surface, la solitude et les journées interminables sont revenues, alors qu'elle était enfin parvenue, au prix de gros efforts, à s'en libérer.

Retour à la normale

Elle s'est souvenue de ce qui l'avait aidée autrefois, durant la période difficile qu'elle avait connue en Suisse : elle bricolait beaucoup et allait se promener dans la nature. L'EPER l'a soutenue autant que possible. Les collaboratrices et les collaborateurs d'EPER Visite ont essayé de rester en contact avec les participant·e·s au projet en leur téléphonant une fois



Daniel Maurer, a été soutenu par le programme d'intégration au travail EPER Réseau emplois dans ses recherches d'emploi.

par semaine et en organisant des groupes de discussion guidés sur WhatsApp. Depuis la fin du premier confinement, la vie ne reprend que lentement son cours. En effet, si Umagovri Velupillai a recommencé à travailler, de nombreuses activités n'ont toujours pas lieu. Mais le quotidien revient progressivement à la normale. Et de nouvelles possibilités s'offrent à Umagovri Velupillai : la direction des groupes de jeux est tellement satisfaite de son travail qu'elle lui a proposé de travailler une demi-journée supplémentaire à partir de l'été prochain.

Daniel Maurer, 30 ans, vient de terminer la première semaine de sa mission professionnelle de six mois via le programme d'intégration professionnelle EPER Réseau emplois. Ce programme permet aux personnes au chômage vivant dans l'Oberland bernois et la région Emmental / Haute-Argovie de s'insérer sur le marché du travail. Daniel Maurer raconte avoir été accueilli chaleureusement dans son nouveau poste temporaire en gestion des constructions à Unterseen. Après dix mois de chômage, il est ravi de pouvoir exercer à nouveau son métier, pour lequel il est véritablement passionné.

Chercher un travail pendant la pandémie

Avec la pandémie, les communes n'embauchaient guère de nouvelles personnes. Et quand de nouvelles offres d'emploi étaient publiées, les processus de recrutement duraient beaucoup plus longtemps. À l'ère du télétravail obligatoire et de la distanciation sociale, les missions professionnelles proposées par EPER Réseau emplois, qui mettaient notamment l'accent sur les relations interpersonnelles, pouvaient difficilement être menées dans des bureaux individuels et ont donc dû être repoussées. Pour Daniel Maurer, le verdict était difficile : il voulait travailler, mais ne pouvait pas.

Un défi pour le marché du travail

La plupart des participant·e·s au programme d'intégration qui cherchaient un poste dans un bureau ont rencontré les mêmes difficultés que Daniel Maurer. Selon Michèle Paulin, responsable d'EPER Réseau emplois, la pandémie a rendu le marché du travail très imprévisible. « Dans le secteur du commerce en particulier, le placement de la main d'œuvre représentait un énorme défi et s'accompagnait souvent de gros retards en raison de l'obligation de télétravail », explique-t-elle.

Mesures désastreuses pour l'intégration

Le Conseil fédéral entend restreindre l'accès à l'aide sociale pour les personnes originaires de pays tiers en durcissant la loi sur les étrangers et l'intégration. Or, les personnes d'origine étrangère font déjà l'objet de mesures discriminatoires en ce qui concerne l'accès à l'aide sociale. Les conséquences en matière d'intégration sont dramatiques.

Texte Nina Fink, Nina Vladović, Evelyn Stokar

Pour celles et ceux qui ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins de façon autonome, l'aide sociale est l'ultime filet de sécurité sociale. En 2020, près de 3 de la population suisse a dû recourir au moins une fois à l'aide sociale. Les raisons en sont diverses : perte d'emploi, maladie, divorce... Parmi ces personnes, certaines sont à la recherche d'un emploi. D'autres, en revanche, ne peuvent pas retourner immédiatement dans la vie active en raison d'obligations familiales ou de problèmes de santé.

Discrimination des personnes migrantes et réfugiées

En Suisse, tout le monde ne bénéficie pas des mêmes accès aux prestations d'aide sociale. Les personnes d'origine étrangère subissent diverses formes de discrimination. La Confédération a notamment adopté une loi imposant un montant des prestations inférieur pour les personnes admises à titre provisoire (par rapport à celui perçu par les personnes suisses). En conséquence, pour ces personnes, la moindre dépense pèse encore plus lourd dans le budget : l'argent perçu ne suffit par exemple pas pour payer les billets de transports publics, un cours de langue, des repas à l'extérieur ou une place en crèche. Or, le Conseil fédéral prévoit d'étendre ces restrictions à l'ensemble des ressortissant-e-s d'États tiers durant les trois premières années suivant leur arrivée en Suisse. Une consultation à ce sujet s'est terminée début mai.

Cette mesure est discriminatoire non seulement pour les personnes admises à titre provisoire, mais aussi pour celles qui disposent d'un statut de séjour régulier. Si ces dernières bénéficient de l'aide sociale, leur autorisation de séjour risque de ne pas être prolongée ou leur permis rétrogradé et ce, même si elles vivent en Suisse depuis plusieurs années. Les conséquences sont dramatiques. Les personnes qui ont besoin des prestations de l'aide sociale vivent continuellement dans la crainte de devoir quitter la Suisse. Pour cette raison, nombre d'entre elles renoncent à leur droit à l'aide sociale. Elles s'endettent ou vivent dans des conditions très précaires.

Les personnes admises à titre provisoire, tout comme celles qui disposent d'une autorisation de séjour ou d'établissement, subissent en outre la discrimination suivante : tant qu'elles ne sont pas autonomes financièrement, elles ne peuvent pas faire venir leurs proches. Les personnes qui bénéficient de l'aide sociale, celles en formation et celles dont le salaire est bas ne peuvent donc pas vivre avec leur famille.

Obstacles à l'intégration

Ces discriminations sont le résultat de diverses interventions politiques, qui utilisent à mauvais escient l'aide sociale comme instrument de gestion des migrations. Or, ces interventions ont des répercussions dramatiques en matière d'intégration : étant donné que les personnes concernées peuvent à peine subvenir à leurs besoins, tout ce qui pourrait favoriser leur intégration – formation, apprentissage de la langue, recherche d'emploi – passe à la trappe. En outre, la pression constante des autorités et l'absence de la famille ont des effets négatifs sur leur santé mentale.



Pétition pour une aide sociale juste

Par sa pétition pour une aide sociale juste, l'EPER appelle le Parlement à garantir une assistance adaptée à toutes les personnes en situation de détresse. Soutenez notre pétition, afin de rendre l'aide sociale plus juste et d'aider les personnes démunies.

Plus d'informations sur :
aide-sociale-juste.ch

Mohammed Faezy et sa femme Shadia Ali, originaires de Syrie, vivent avec leurs enfants d'une aide sociale réduite.



Vivre dans l'incertitude

Mohammed Faezy a fui la guerre en Syrie avec ses enfants pour venir se réfugier en Suisse. S'ils sont désormais en sécurité ici, leur statut de personnes admises à titre provisoire ne leur permet pas de vivre de manière autonome.

Texte Pascale Kaelin Photo Corina Flühmann

Lorsque Mohammed Faezy et ses trois enfants les plus âgés sont arrivés en Suisse en 2015, ils avaient déjà vécu un événement traumatique : la mère des enfants n'avait pas survécu au voyage. Une fois arrivée sur le territoire suisse, la famille kurdo-syrienne, originaire de Damas, a dû effectuer un véritable périple, passant par cinq centres d'hébergements différents, avant d'obtenir finalement un logement à Wattwil, dans le canton de St-Gall, où nous l'avons rencontrée.

Le permis F et ses inconvénients

Entre-temps, Mohammed Faezy a eu 45 ans, il s'est remarié et il est désormais père de cinq enfants. Les deux derniers, issus de son nouveau mariage, souffrent d'une maladie génétique et ont déjà effectué de nombreux séjours à l'hôpital. Etant donné que leur mère ne bénéficie que d'une admission provisoire en Suisse, elle risque en outre d'être renvoyée en Syrie. Les personnes titulaires d'un permis F sont désavantagées à bien

des égards : les prestations d'aide sociale qu'elles perçoivent sont moins importantes, il leur est interdit de quitter la Suisse et elles ne peuvent faire une demande de regroupement familial que si elles ne sont pas à l'aide sociale, ce qui est pratiquement impossible.

Les difficultés à trouver un travail

Afin de pouvoir vivre de manière autonome, Mohammed Faezy a déjà répondu à de nombreuses offres d'emploi. Toutefois, il essuie la plupart du temps un refus lorsque l'employeur découvre son statut. D'après Tina Peschko-Stutz, du programme EPER Visite Suisse orientale, il s'agit là d'une difficulté récurrente, à laquelle sont confrontées nombre de personnes admises à titre provisoire. Aujourd'hui, dans le cadre d'un programme d'insertion professionnelle, Mohammed Faezy travaille bénévolement, une fois par semaine, pour TIXI Toggenburg, une entreprise de transport dont l'offre s'adresse aux personnes âgées ou souffrant d'un handicap.

Une aide sociale réduite

Avec environ CHF 2000 par mois, la famille de sept personnes arrive à peine à pourvoir à ses besoins essentiels. Cette histoire le montre : bien souvent, les personnes admises à titre provisoire ne peuvent pas s'en sortir seules sur le plan financier. Leur dépendance à l'aide sociale est inhérente à un système dans lequel des familles bien intégrées, arrivées en Suisse il y a des années, risquent sans cesse d'être renvoyées dans leur pays d'origine. En conséquence, elles ont peu de chance de trouver un emploi, ce qui leur permettrait pourtant d'être indépendantes financièrement et éventuellement d'obtenir une autorisation de séjour durable. Pour ces raisons, l'EPER demande, dans sa pétition, que l'aide sociale ne soit pas discriminatoire à l'égard des personnes titulaires d'un permis F.

Intégration entravée

Depuis le début de l'année, l'EPER gère un bureau de consultation juridique spécialisé en droit des étrangers à Saint-Gall. Stefan Hery nous explique ce nouveau domaine d'activité et souligne comment la législation actuelle discrimine les personnes qui n'ont pas la nationalité suisse et qui doivent avoir recours à l'aide sociale.

Texte Nina Fink Photo EPER



Stefan Hery dirige le Bureau de consultation juridique de Suisse orientale depuis 2019, et le bureau de consultation juridique spécialisé en droit des étrangers depuis cette année.

Stefan Hery, depuis janvier 2022, le Siège de Suisse orientale gère le nouveau bureau de consultation juridique spécialisé en droit des étrangers. À qui s'adresse-t-il ?

Il s'adresse aux personnes n'ayant pas la nationalité suisse ainsi qu'à leurs partenaires et à leurs proches suisses qui ont des questions ou des demandes relatives au droit des étrangers. Mais les institutions religieuses, les communes, les autorités, les services spécialisés et les bénévoles peuvent aussi se tourner vers nous.

D'où vient le besoin accru de conseils sur les questions relatives au droit des étrangers ?

La révision de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) est entrée en vigueur début 2019. Celle-ci a entraîné de nombreux durcissements. Elle permet par exemple aux autorités cantonales compétentes en matière de migration de rétrograder une autorisation d'établissement C en autorisation de séjour B, ou de retirer une autorisation de séjour B, parce que la personne en question bénéficie de l'aide sociale. Même après de longues années en Suisse et une intégration réussie, la prolongation de séjour peut être remise en jeu. Cela crée de l'incertitude et explique en partie le besoin accru de consultations ces derniers temps.

Quelles sont les autres conséquences du recours à l'aide sociale pour les personnes qui n'ont pas la nationalité suisse ?

Le regroupement familial est un sujet qui revient beaucoup dans les consultations. Les questions portent souvent sur les conditions, le déroulement de la procédure et les délais. Le fait que l'on ne doit pas bénéficier ni de l'aide sociale, ni de prestations complémentaires pour pouvoir faire venir sa famille en Suisse est très problématique selon moi. Cela concerne toutes les personnes n'ayant pas la nationalité suisse – hormis les personnes réfugiées reconnues à qui l'asile

est octroyé et qui vivaient avec leur famille avant la fuite du pays d'origine, ainsi que les personnes qui fuient l'Ukraine actuellement. Pour toutes les autres, le regroupement familial n'est accordé que si elles disposent de revenus suffisants pour entretenir les membres de la famille. Ces conditions constituent un obstacle quasiment insurmontable lorsqu'il s'agit de familles avec enfants, pouvant conduire à ce que ces dernières restent séparées durant des années ou ne soient jamais réunies en Suisse.

Quelles répercussions l'aide sociale réduite a-t-elle sur les personnes admises à titre provisoire ?

Dans bien des cas, les requérant·e·s d'asile des pays en guerre civile comme l'Afghanistan, la Syrie ou la Somalie n'obtiennent pas l'asile, mais seulement une admission provisoire. L'aide sociale réduite entrave souvent l'intégration sociale et la participation des personnes à la vie sociale. Les enfants et les jeunes grandissent dans des conditions précaires. Certaines personnes admises à titre provisoire vivent dans des hébergements collectifs, ce qui complique davantage la participation à la vie sociale. Mais il y a d'autres désagréments : l'admission censée être provisoire est un handicap pour trouver du travail. Par ailleurs, les personnes admises à titre provisoire sont soumises à des restrictions de voyage strictes et sont confrontées à des obstacles supplémentaires pour le regroupement familial. On leur rend vraiment la vie difficile en Suisse. Et à cause de la situation dans leur pays d'origine, la plupart d'entre elles ne restent pas là temporairement, mais pour toujours.

↳ eper.ch/bcj

Bonnes nouvelles



PLAIDOYER

Succès au Honduras

La Cour suprême du Honduras a déclaré que la loi sur la protection des variétés de plantes était contraire à la Constitution. Cette loi prévoyait d'interdire la conservation, l'échange et la vente de semences de variétés protégées. L'organisation partenaire de l'EPER, Asociación Nacional para el Fomento de la Agricultura ecológica (ANAFAE), avait déposé un recours contre cette loi en 2016. Ce dernier avait toutefois été rejeté. Deux ans plus tard, plusieurs organisations paysannes ont fait de nouveau appel et la loi est désormais anticonstitutionnelle.

PÉTITION

Près de 8000 cartes postales envoyées à la Conseillère fédérale

Dans le cadre de la campagne œcuménique sur le thème de la justice climatique, l'EPER et Action de Carême ont lancé une pétition sous forme de cartes postales adressées à la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. La pétition exigeait du Conseil fédéral et du Parlement qu'ils agissent enfin et prennent des mesures plus conséquentes contre le réchauffement climatique, afin que la Suisse atteigne le zéro net en 2040. Près de 8000 cartes postales ont été signées et seront remises à Mme Sommaruga en juin.

ASILE

SAJE

En 2021, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a attribué 84 décisions d'asile positives et 46 négatives. Toutefois, ce score encourageant concerne aussi les familles de personnes ayant reçu l'asile, venues en Suisse par le biais du regroupement familial. Six familles défendues par le SAJE ont pu ainsi se réunir après une procédure positive d'octroi de l'asile ou de l'admission provisoire. Ces succès sont importants car les demandes de regroupement familial sont de plus en plus difficiles, avec des exigences élevées d'autonomie financière du proche se trouvant en Suisse. Le SAJE déplore par ailleurs qu'à ce jour, aucun dossier de demande de visa humanitaire déposé par la permanence pour l'Afghanistan n'ait été traité par le SEM.

INTÉGRATION

Genève

Deux belles nouvelles dans le canton du bout du lac. Un site Nouveaux Jardins supplémentaire a ouvert au Centre d'hébergement collectif des Tattes, à Vernier. Une fois par mois, au sein de chaque jardin, une rencontre « café-jardinage » est organisée par une animatrice de l'EPER et réunit l'ensemble des participant·e·s, permettant d'échanger sur divers sujets liés au jardin et à la vie quotidienne locale et de s'assurer du bon fonctionnement des tandems. Les permanences volantes ont joué un rôle important dans le dispositif d'information en langue d'origine à l'attention des communautés migrantes vulnérables, parmi lesquelles des sans-papiers, sur l'accès à la vaccination Covid-19 gratuite et aux indemnisations pour pertes du revenu.



Superaliment aux

DROIT À LA TERRE ET À L'ALIMENTATION

Au Niger, l'EPER met la culture du moringa au cœur de son programme Pays depuis longtemps déjà, afin d'améliorer la situation alimentaire précaire de la population. Malte Reshöft, notre responsable thématique chargé des systèmes d'alimentation durables, s'est rendu récemment sur le site du projet et nous fait part de ses impressions.

Le soleil vient tout juste de se lever et la température avoisine déjà les 32 °C. Au fil de la journée, elle montera jusqu'à 40, alors même que c'est actuellement la saison des pluies, et donc la période « fraîche » de l'année. Nous rendons visite à notre organisation partenaire Taimakon, au Niger, dans la région de la ville de Zinder. Cette dernière fut autrefois une métropole commerciale et le siège d'un sultanat. Aujourd'hui et demain, nous prévoyons de nous rendre dans deux communes, qui font partie des dix endroits où Taimakon accomplit avec la population des choses fantastiques.

À l'origine de ce qui ressemble à un petit miracle, une plante, ou plutôt un arbre pas bien haut. Son nom exact : *Moringa oleifera* – mais le terme « moringa » suffit à désigner aussi bien l'arbre que les produits qu'il permet d'obtenir. C'est aussi sous ce nom que le végétal est connu au Niger, où on le retrouve de plus en plus. Et pour cause : le moringa a de nombreuses propriétés surprenantes. En plus d'être excellentes au goût, ses feuilles sont riches en nutriments et bonnes pour la santé. Ce n'est pas pour rien que le moringa est considéré comme un « superaliment ». Par ailleurs, l'arbre pousse incroyablement vite et enrichit le sol en azote, servant ainsi d'engrais naturel.

Miraculeux et délicieux

Revenons à notre visite. Nous partons de bon matin, parce qu'il fait encore bon « frais » mais aussi parce que les distances sont longues et les routes en mauvais état. Il ne nous faut pas moins de deux heures pour parcourir les 50 km qui nous séparent du petit village de Farin Rouwa. Une fois sur place, nous allons voir un champ qui n'est cultivé que depuis huit mois. Les moringas nous arrivent déjà presque à l'épaule.

Le représentant de Farin Rouwa et l'organisation de femmes active dans le village nous accueillent très chaleureusement. À peine arrivés, nous faisons déjà l'expérience de la fameuse hospitalité nigérienne et sommes invités à goûter les feuilles de moringa, produites et transformées ici au village. On nous sert des feuilles cuisinées avec un mélange de pâte d'arachide et de piment. Pas étonnant que les habitant·e·s nous répètent ne plus vouloir se passer du moringa dans leurs repas quotidiens.

Un excellent complément nutritionnel

Et c'était précisément l'idée de base du projet. Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde, dont la population souffre de malnutrition et de sous-alimentation chroniques. Comme

L'eau destinée aux plants de moringa est acheminée vers des bassins de collecte par des pompes solaires, puis distribuée manuellement aux plants.

nombreuses vertus

le projet moringa veille à ce que les arbres soient plantés là où il est possible de les irriguer, les récoltes peuvent avoir lieu toute l'année. Durant la saison sèche, le moringa complète les deux aliments principaux, le millet et les haricots, tout en apportant de la fraîcheur. Il aide également à prévenir la malnutrition pendant la saison des pluies, notamment chez les jeunes enfants et les femmes enceintes.

Mais Taimakon ne se contente pas d'améliorer l'alimentation de la population. Comme certaines parcelles de champ ainsi que les systèmes d'irrigation fonctionnent à l'énergie solaire et

sont gérés collectivement, le projet accroît aussi le sentiment d'appartenance. Il développe l'esprit de communauté au sein du village et contribue à la stabilité sociale, ce qui aide les habitantes et les habitants à être mieux armés contre les difficultés comme les sécheresses, les parasites et les mauvaises récoltes.

Les communautés villageoises veillent à ce que les familles et les personnes les plus défavorisées, comme les femmes élevant seules leurs enfants ou les personnes âgées, puissent, elles aussi, participer au projet. La culture du moringa a amélioré non seulement la situation alimentaire des familles impli-

quées, mais aussi leurs revenus. Car l'organisation de femmes citée plus haut s'occupe à la fois de la transformation des feuilles de moringa et de leur commercialisation. Ainsi, les femmes peuvent vendre leurs produits sur les marchés alentour. La demande dépasse l'offre, et de loin. Pour le moment, seul un tiers des produits issus de la culture du moringa sont vendus, le reste étant destiné à une consommation propre. Le potentiel du moringa au Niger est immense, c'est pourquoi Taimakon s'efforce d'intégrer de plus en plus de villages au projet.



Projet sous la loupe

Niger

Le Sahel, qui couvre la partie sud-ouest du pays, est constitué à 60 % de désert. Seule une petite partie des terres est cultivable, dans le sud du pays.



Population :

24 mio

Les pluies sont insuffisantes ou irrégulières et les sécheresses périodiques sont aggravées par le changement climatique. De nombreux enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition sévère.



Les femmes de Farin Rouwa rentrent du travail dans le champ de moringa

Petits moyens, grands effets – une réalité

Le lendemain, nous prenons la direction du village de Kahin Kossaou. Le moringa y pousse depuis déjà sept années. La communauté dispose donc d'une plus grande expérience et les quantités cultivées sont plus importantes, au point qu'il a fallu penser à de nouvelles capacités de stockage. Le soutien de l'EPER a permis de construire un entrepôt, utilisé par l'ensemble du village et géré par un comité élu.

Durant notre visite, nous avons constaté que de grands effets peuvent être obtenus avec peu de moyens financiers. Dans les dix communes concernées, plus de 20 000 personnes sont déjà associées aux activités du projet. Pourvu qu'il y en ait encore bien plus à l'avenir qui profitent du miracle moringa.

Texte Malte Reshöft

Photos Olivier Girard

Les haricots Niébé sont préparés pour le dîner. Le mil et les haricots sont les aliments de base au Niger.



Une grande famille dans sa cour. Une famille nigérienne se compose en moyenne de huit personnes.

Les familles encore plus grandes ne sont toutefois pas rares, surtout dans les zones rurales.

Shaara Salissou, 27 ans

« Je suis née ici, j'ai deux enfants et je travaille avec le groupe de femmes. Avant le projet, je ne connaissais rien à la culture du moringa. J'achetais des feuilles de temps en temps, mais je ne cultivais pas les arbres moi-même. Mes enfants souffraient constamment de carences alimentaires. Aujourd'hui, notre alimentation est plus variée, et grâce au moringa je peux préparer un repas équilibré à mes enfants lorsqu'ils rentrent de l'école. Je peux aussi utiliser les feuilles pour traiter certaines maladies, comme les brûlures d'estomac. Pour l'instant, nous ne vendons le moringa que dans le village, mais j'espère que nous pourrions développer et étendre la commercialisation. »



À l'écoute créative des arbres

Le laboratoire de transition intérieure de l'EPER propose des balades pour se relier à la nature par les poèmes, la peinture et les exercices corporels.

Nous sommes en juillet 2020, un petit groupe se promène dans le parc de la Grange, un poumon vert en plein milieu de la ville de Genève. Pieds nus au contact de la terre, les personnes se déplacent en silence, écoutant les chants des oiseaux, le vent caressant les feuilles, ressentant l'humidité de l'herbe fraîche. Le groupe s'arrête au pied d'un arbre, un if. Tout le monde est à l'écoute lorsque l'ingénieur forestier et professeur Ernst Zürcher raconte l'histoire de cet être.

Cet événement avait été organisé par le Laboratoire de transition intérieure, en partenariat avec le Théâtre de l'Orangerie. Cette année encore, de nouvelles rencontres vous sont proposées dans le magnifique parc de la Grange en mettant l'accent sur les arbres et la créativité : une nouvelle balade avec Ernst Zürcher entremêlée d'exercices corporels et de reliance au Vivant, un atelier Art&Nature avec Anne Laure Aebischer ainsi que d'écriture poétique avec Cynthia Cochet.

À la rencontre des arbres

Avec un ancrage holistique qui mêle science et spiritualité, la sensibilité et l'expérience d'Ernst Zürcher nous font voyager à travers le temps et l'espace. Auteur du livre *Les Arbres, entre visible et invisible* (Actes Sud, 2016), il nous amène à mieux comprendre leur langage et à les considérer comme des êtres à part entière, indispensables pour l'équilibre de l'écosystème et pour faire face aux dérèglements climatiques. Afin d'approfondir notre lien aux arbres, la balade sera accompagnée de pratiques corporelles et sensorielles.

Créativité autour de l'arbre

Après un temps d'observation et d'émerveillement avec les arbres du parc, l'atelier Art&Nature nous invite à ouvrir les champs des possibles. À travers des techniques de peintures naturelles, l'artiste Anne Laure Aebischer nous emmènera dans un voyage intérieur nous connectant à nous-mêmes et aux arbres qui nous entourent. Un voyage pour penser le monde de demain et s'engager dans la transition.

Après de mon arbre

Entre contemplation, écriture poétique libre ou guidée et pratiques de conscience corporelle, la rencontre avec Cynthia Cochet explorera notre lien aux arbres et leur symbolique pour nourrir notre intériorité. Les différentes essences d'arbres seront nos sources d'inspirations pour convoquer l'essentiel dans nos poèmes. La créativité des mots sera au service de l'expression de nos sensations, nos souvenirs et notre sensibilité. Il n'y a pas besoin de talent particulier pour y participer, juste l'envie d'expérimenter et d'échanger dans un cadre soutenant et convivial. L'atelier est intergénérationnel, les familles sont les bienvenues !

Informations pratiques

Retrouvez ces événements sur :

↳ transition-interieure.ch

En savoir plus sur le Laboratoire de transition intérieure

Porté par EPER et Action de Carême, le Laboratoire de transition intérieure est un espace de réflexions, de cocréations et de rencontres autour de deux axes : l'écopsychologie et l'écospiritualité. Nous sommes



Création lors d'un atelier Art&Nature d'Anne Laure Aebischer

porté-e-s par la conviction profonde qu'un changement de paradigme ne pourra s'effectuer que par une transformation intérieure, en articulation avec un changement extérieur global. Par transformation intérieure, nous entendons un changement culturel, psychologique et spirituel. Il s'agit de revisiter nos modes de vie, notre système de valeurs, la manière de considérer le Vivant - humain et non humain. Mais aussi de reconnaître et accueillir les émotions que nous ressentons face à l'état de la planète comme moteur de changement, de s'ouvrir à la dimension mystérieuse de la Vie comme porteuse d'espérance.

Texte Alexia Rossé

Photo EPER



MULTINATIONALES RESPONSABLES

La Suisse doit emboîter le pas à l'UE

En février 2022, la Commission européenne a présenté un projet de loi sur la responsabilisation des entreprises, qui contraint ces dernières à respecter les droits humains et l'environnement.

En cas de manquement, elle prévoit des sanctions et l'engagement de la responsabilité civile des entreprises concernées. La proposition de l'UE va ainsi bien

plus loin que le contre-projet alibi à l'initiative pour des multinationales responsables (IMR), qui est entré en vigueur le 1er janvier 2022. Durant la campagne de vote autour de l'IMR, le Conseil fédéral n'a cessé de souligner qu'il aspirait à une solution coordonnée au niveau international. La Coalition pour des multinationales responsables va donc lancer, durant l'été 2022, une pétition demandant au Conseil fédéral de tenir ses promesses. L'EPER est membre de cette coalition.

AIDE HUMANITAIRE

Sécheresse en Ethiopie

L'actualité mondiale l'évoque à peine, mais le sud-ouest de l'Éthiopie est en proie, depuis des mois, à une grave sécheresse. Pour enrayer la misère et éviter la famine qui s'annonce, l'EPER apporte au pays une aide humanitaire à hauteur de CHF 500 000. Dans un premier temps, quelque 35 000 personnes des régions de Borana et Dawa ont obtenu un accès à l'eau potable. Puis, 500 familles ont touché un revenu pour leur contribution à la rénovation des points d'eau. Grâce à cet argent, elles ont pu acheter des denrées alimentaires, des médicaments et d'autres biens de première nécessité. Enfin, 500 ménages ont reçu des aliments concentrés pour sauver leur bétail.



Soutenez notre action avec un don
↳ eper.ch/aide-urgence-afrique-est

JOURNÉE DES RÉFUGIÉS

En finir avec les stéréotypes !



Samedi 18 juin 2022

à La Galicienne, Malley :

20 h 30 – Projection du film documentaire *Dynamic Wisdom*

22 h 00 – Concert Afrobeat de Sekzy et DJ's

Toutes les infos sur :

↳ eper.ch/jdr2022

CONSULTATION

Aide sociale

Le Conseil fédéral entend restreindre davantage l'accès aux prestations d'aide sociale pour les étrangères et les étrangers en apportant des modifications à la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI). L'EPER considère que la réduction prévue de l'aide sociale est problématique au regard des principes de l'État de droit et qu'elle ne produira en aucun cas l'effet escompté. Au contraire : elle désavantagera et précarisera en particulier les familles, les enfants, les femmes et les parents seuls et elle compliquera leur intégration, sans permettre d'atteindre les objectifs visés de réduction des coûts. La consultation sur le projet de loi a pris fin le 3 mai 2022.

Voir la prise de position de l'EPER :

↳ eper.ch/consultation-lei

Solidarité avec les personnes précarisées en Suisse

En devenant parrain ou marraine, vous offrez aux personnes se trouvant dans une situation précaire en Suisse de nouvelles perspectives et la possibilité de devenir actrices de leur vie.



En Suisse, les personnes marginalisées ont besoin d'un soutien particulier, leur permettant d'envisager de nouvelles perspectives et de participer à la vie sociale. L'EPER aide les personnes âgées, migrantes, sans papiers ou ayant un faible revenu à trouver leur place dans la société. En devenant marraine ou parrain, vous offrez à des femmes et des hommes fragilisés de nouvelles perspectives et la possibilité de devenir acteurs et actrices de leur vie. Vous contribuez à leur offrir les moyens de mobiliser leurs propres ressources et trouver des solutions à leurs problèmes.

De nouveaux contacts grâce au travail

L'EPER permet, par exemple, à des personnes au chômage de trouver une occupation régulière, qui a du sens pour elles. Elles peuvent ainsi tisser des liens, structurer leur quotidien et obtenir davantage de reconnaissance sociale. En outre, grâce à des conseils individuels, l'EPER aide les personnes migrantes qualifiées à trouver un emploi adapté et apporte également une solution au problème de la pénurie de main-d'œuvre.

Parrainage pour une cause qui vous est chère

Votre parrainage est le gage d'une aide durable. Pour CHF 1 par jour seulement, vous offrez un soutien continu, pendant au moins un an, à une cause qui vous tient à cœur. Vous trouverez davantage d'informations sur les différents parrainages de l'EPER sur notre site Web.